



**Synthèse des décisions de justice relatives à la couverture des pertes
d'exploitations résultant de la pandémie de COVID-19**

**Summary on French court decisions on COVID-19 related business
interruption claims**

MAJ 27.11.2020

Tableau synthétique de la jurisprudence française sur les pertes d'exploitation dues au COVID-19

27 novembre 2020



Tribunal	Date	Assureur	Assuré(s)	Type de procédure	Favorable à l'assureur ? Renvoi au fond ?	Clauses du contrat d'assurance en cause	Décision du tribunal	Appel ?
Tribunal de commerce de la Roche-sur-Yon	23 novembre 2020	Axa France IARD	Chill out	Référé	Oui	<p>Le contrat stipule que la garantie est étendue aux pertes d'exploitation consécutives à la fermeture provisoire totale ou partielle de l'établissement assuré lorsque deux conditions sont réunies :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La décision de fermeture a été prise par une autorité administrative compétente, et extérieure à l'assuré. 2. La décision de fermeture est la conséquence d'une maladie contagieuse, d'un meurtre, d'un suicide, d'une épidémie ou d'une intoxication. <p>Le contrat exclut les pertes d'exploitation lorsque, à la date de la décision de fermeture, au moins un autre établissement, quelle que soit sa nature et son activité, fait l'objet, sur le même territoire départemental que celui de l'établissement assuré, d'une mesure de fermeture administrative, pour une cause identique (la « Clause d'exclusion 'même cause, même département' »).</p>	<p>Le Tribunal s'est déclaré incompétent pour connaître du litige après avoir constaté « <i>qu'il n'est pas de la compétence du Juge des référés de se prononcer sur la clause d'exclusion en raison du fait qu'il n'entre pas dans d'interpréter le contrat litigieux, sauf à considérer que celui-ci ne souffre d'aucune équivoque, ce qui n'est pas le cas en l'espèce</i> »</p> <p>Le Tribunal a ainsi déclaré irrecevable la demande de l'assuré.</p>	
Tribunal de commerce de Paris	18 novembre 2020	Axa France IARD	SAS L'innocence	Référé	Oui	<p>Clause d'exclusion « même cause, même département ».</p>	<p>Le Tribunal a rejeté l'application de la garantie car celle-ci supposerait de considérer que « <i>les notions de fermeture administrative et d'interdiction d'accueillir du public sont identique nonobstant le décret</i> » n° 2020-548 du 11 mai 2020, qui permet aux préfets d'ordonner la « fermeture administrative » des établissements qui ne respectent pas l'interdiction de recevoir du public édictée par l'arrêté du 14 mars 2020.</p> <p>Le Tribunal estime qu'une telle interprétation dépasse les pouvoirs du juge des référés.</p> <p>Il précise également que le bénéfice d'un emprunt garanti par l'Etat français ne démontre pas l'urgence requise pour saisir le juge des référés en vertu de l'article 872 du Code de procédure civile.</p> <p>Dans ces conditions, et sans qu'il soit nécessaire d'examiner la clause d'exclusion, le Tribunal s'est déclaré incompétent pour connaître du litige.</p> <p>Il a ainsi débouté l'assureur de ses demandes.</p>	

Tableau synthétique de la jurisprudence française sur les pertes d'exploitation dues au COVID-19

27 novembre 2020



Tribunal	Date	Assureur	Assuré(s)	Type de procédure	Favorable à l'assureur ? Renvoi au fond ?	Clauses du contrat d'assurance en cause	Décision du tribunal	Appel ?
Tribunal de commerce de Toulon	12 novembre 2020	Axa France IARD	SARL Alexiane	Fond	Oui	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>Le Tribunal a retenu que la fermeture du restaurant de l'assuré remplissait les conditions de la garantie des pertes d'exploitation du contrat.</p> <p>En ce qui concerne la clause d'exclusion, le Tribunal a considéré que son application traduisait « <i>la volonté de [l'assureur] d'encadrer et de limiter drastiquement</i> » son engagement au cas d'une fermeture administrative à l'encontre du seul établissement de l'assuré, et ce à l'échelle départementale.</p> <p>En conséquence, le Tribunal a retenu que la clause d'exclusion ne vidait pas la garantie des pertes d'exploitation de sa substance dès lors que cette garantie pourrait s'appliquer en cas de fermeture administrative imposée au seul établissement de l'assuré.</p> <p>Le Tribunal a débouté l'assuré de ses demandes.</p>	
Tribunal de commerce de Lyon	4 novembre 2020	Axa France IARD	Société Le Bacchus SARL	Fond	Oui	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>Le Tribunal a considéré que la fermeture d'un seul établissement pour cause d'épidémie au sein d'un département est « <i>plausible</i> » et que la clause d'exclusion « <i>trouve son sens en ce que [l'assureur] exclut de sa couverture le cas des fermetures administratives pour cause d'épidémies dont l'ampleur dépasse le spectre de l'établissement assuré</i> ».</p> <p>Il a ainsi retenu que ladite clause présentait un caractère limité et ne vidait pas la garantie principale de sa substance.</p> <p>Selon le Tribunal, la clause d'exclusion exprimait clairement l'exclusion du risque « <i>lorsqu'au moins un autre établissement dans le département [était] aussi fermé pour une cause identique ; en outre, le mot 'épidémie' n'y figur[ait] pas</i> », de sorte que le caractère formel de ladite clause était établi.</p> <p>Le Tribunal a ainsi débouté l'assuré de ses demandes.</p>	
Tribunal de commerce d'Evry	28 octobre 2020	Axa France IARD	SAS Hôtel du Golf d'Etiolles	Fond	Non	<p>Le contrat stipule que « <i>sont garantis la baisse du chiffre d'affaires et l'engagement de frais supplémentaires d'exploitation qui sont la conséquence directe de dommages matériels causés par les événements garantis</i> ».</p> <p>Il précise que « <i>la garantie est étendue à la fermeture administrative imposée par les services de police ou d'hygiène ou de sécurité</i> ».</p>	<p>Le Tribunal a considéré que la garantie des pertes relatives à la fermeture administrative de l'établissement assuré constitue une « <i>extension</i> » qui n'implique pas nécessairement l'existence d'un dommage matériel.</p> <p>Après avoir admis que l'arrêté du 14 mars 2020 « <i>relève de la catégorie des fermetures administratives ordonnées pour des raisons sanitaires et de sécurité</i> », le Tribunal a précisé que cette mesure n'impactait pas l'activité d'hôtellerie de l'assuré, mais son activité de salles de réunion.</p> <p>En conséquence, le Tribunal a condamné l'assureur à indemniser les pertes d'exploitations subies par l'assuré au titre de sa seule activité de « <i>salles de réunion</i> ».</p>	

Tableau synthétique de la jurisprudence française sur les pertes d'exploitation dues au COVID-19

27 novembre 2020



Tribunal	Date	Assureur	Assuré(s)	Type de procédure	Favorable à l'assureur ? Renvoi au fond ?	Clauses du contrat d'assurance en cause	Décision du tribunal	Appel ?
Tribunal de commerce de Nice	27 octobre 2020	Axa France IARD	SARL Nice Opéra	3 ordonnances de référé	Oui	<p>Le contrat stipule que l'assureur garantit les pertes d'exploitation liés à l'interruption ou la réduction temporaire de l'activité professionnelle de l'assuré, résultant directement d'une impossibilité ou d'une difficulté d'accès à ses locaux professionnels, notamment en cas d'interdiction par les autorités compétentes.</p> <p>L'application de cette garantie est conditionnée à une liste limitative d'évènements, dont « <i>Incendie, explosion, risques divers</i> ».</p>	<p>Après avoir relevé que la survenance d'une « <i>épidémie</i> » n'apparaissait ni dans la liste des évènements garantis au titre des pertes d'exploitation, ni dans la liste des « <i>risques divers</i> » de la police, le Tribunal a considéré que « <i>le risque d'épidémie n'est à l'évidence pas couvert par le contrat, de même que ses conséquences en termes de pertes d'exploitation</i> ».</p> <p>Le Tribunal a ainsi débouté les assurés de leurs demandes.</p>	
Tribunal de commerce d'Annecy	20 octobre 2020	Crédit Mutuel	Les Adrets	Fond	Non	<p>Le contrat stipule que l'assureur garantit les pertes pécuniaires subis du fait de l'interruption ou de la réduction de l'activité de l'assuré résultant [...] d'une mesure d'interdiction d'accès émanant des autorités administratives ou judiciaires, prises à la suite d'un évènement extérieur à l'activité de l'assuré et aux locaux dans lesquels il l'exerce [...].</p> <p>Le contrat exclut les dommages causés par les insectes, rongeurs, champignons, moisissures et autres parasites, ainsi que par les microorganismes.</p>	<p>Le Tribunal a rejeté l'argument de l'assureur selon lequel l'interdiction d'accès n'était pas « <i>totale</i> » dès lors que le personnel et la direction de l'établissement assuré avaient accès aux locaux. Il a considéré que l'interdiction d'accueillir du public s'analyse en une « <i>interdiction totale d'accès</i> ». Le Tribunal a ainsi retenu que la garantie était due au titre de l'activité de restauration « <i>à la place</i> », mais ne l'était pas pour l'activité de restauration à emporter, qui pouvait être maintenue par l'assuré.</p> <p>Le Tribunal a relevé que selon les définitions des « <i>dictionnaires usuels de la langue française</i> », seules opposables à l'assuré, le virus Covid-19 correspond bien à un microorganisme, ce qui était contesté par l'assuré.</p> <p>Par ailleurs, il a estimé que la clause d'exclusion ne précisait pas si le sinistre devait être causé « <i>directement</i> » et/ou « <i>indirectement</i> » par un microorganisme, contrairement à d'autres clauses d'exclusion de la police. En conséquence, sur le fondement de l'article 1190 du Code civil, le tribunal a retenu que la clause d'exclusion ne pouvait s'appliquer qu'aux « <i>seuls dommages causés directement</i> » par un microorganisme, ce qui ne correspond pas au cas d'espèce dans lequel l'interdiction d'accès résultait d'une « <i>longue chaîne de causalité au cours de laquelle surviennent de nombreuses autres causes (saturation du système de santé, décisions des autorités administratives)</i> ».</p> <p>En conséquence, le Tribunal a rejeté l'application de la clause d'exclusion.</p> <p>Le Tribunal a ainsi condamné l'assureur à garantir les pertes d'exploitations subies par l'assuré pour son activité de restauration « <i>à la place</i> ».</p>	

Tableau synthétique de la jurisprudence française sur les pertes d'exploitation dues au COVID-19

27 novembre 2020



Tribunal	Date	Assureur	Assuré(s)	Type de procédure	Favorable à l'assureur ? Renvoi au fond ?	Clauses du contrat d'assurance en cause	Décision du tribunal	Appel ?
Tribunal de commerce de Marseille	15 octobre 2020	Axa France IARD	Société Z SARL (L'Entrecôte du Port)	Fond	Non	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>Le Tribunal a considéré que l'interdiction de recevoir le public doit être assimilée à une fermeture administrative, dès lors que la police ne définit pas « une fermeture administrative ».</p> <p>Selon le Tribunal, pour comprendre la portée de la clause d'exclusion qui renvoie aux notions de « mesure de fermeture administrative pour une cause identique », il est nécessaire de se référer aux conditions de garantie des pertes d'exploitation qui mentionnent une : « conséquence d'une maladie contagieuse, d'un meurtre, d'un suicide, d'une épidémie ou d'une intoxication ». En conséquence, le Tribunal a retenu que la seule lecture de la clause d'exclusion ne permettait pas à l'assuré d'en comprendre le sens et la portée.</p> <p>Le Tribunal a soulevé que la police ne stipulait pas de définition du terme « épidémie », ce qui entraîne que la clause d'exclusion, qui n'était ni formelle ni limitée au sens de l'article L113-1 du Code des assurances, était sujette à interprétation. Le Tribunal a également retenu que l'assureur n'apportait pas la preuve que les conditions de la clause d'exclusion étaient réunies.</p> <p>Le Tribunal a condamné l'assureur au paiement d'une avance sur l'indemnité d'assurance.</p>	
Tribunal de commerce de Marseille	13 octobre 2020	Axa France IARD	Sociétés X	2 ordonnances de référé	Non	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>Le Tribunal a considéré que dès lors que l'assureur a invoqué une contestation sérieuse fondée sur une interprétation de la clause d'exclusion, il a « fait entrer [ladite clause] (soumise à interprétation), dans le champ d'application de l'article L113-1 du Code des assurances ».</p> <p>Il a rappelé qu'une clause d'exclusion ne peut être formelle et limitée dès lors qu'elle doit être interprétée.</p> <p>Le Tribunal a condamné l'assureur au paiement d'une avance sur l'indemnité d'assurance.</p>	

Tableau synthétique de la jurisprudence française sur les pertes d'exploitation dues au COVID-19

27 novembre 2020



Tribunal	Date	Assureur	Assuré(s)	Type de procédure	Favorable à l'assureur ? Renvoi au fond ?	Clauses du contrat d'assurance en cause	Décision du tribunal	Appel ?
Tribunal de commerce de Bordeaux	12 octobre 2020	Axa France IARD	SAS Sobargest	Fond	Oui	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>Le Tribunal a rejeté l'argument de l'assuré soutenant que l'absence de définition dans la police des termes « <i>épidémie</i> » et « <i>établissement</i> » rendait la clause d'exclusion ambiguë en violation de l'article L113-1 du Code des assurances.</p> <p>Selon le Tribunal, « <i>contrairement aux affirmations de [l'assuré], la population d'un établissement peut être victime d'une épidémie</i> », dès lors la clause d'exclusion ne nécessitait aucune interprétation et ne vidait pas la garantie de sa substance.</p> <p>Le Tribunal a considéré que « <i>ce n'est pas en raison d'une épidémie dans l'établissement que le restaurant a été fermé, aucun cas de COVID n'a été relevé au moment de sa fermeture administrative [...] le contrat litigieux couvre les cas d'épidémie survenant au sein du restaurant et non à l'extérieur de celui-ci</i> ».</p> <p>Le Tribunal a débouté l'assuré de ses demandes.</p>	
Tribunal de commerce de Vienne	8 octobre 2020	Axa France IARD	Courlieu (Brasserie La Paix)	Référé	Oui	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>L'assuré a soulevé que la clause d'exclusion vidait de sa substance la garantie des pertes d'exploitation consécutives à une fermeture administrative, en violation de l'article 1170 du Code civil.</p> <p>Le Tribunal a considéré que « <i>la solution du présent litige nécessite l'interprétation d'une clause contractuelle, ce qui excède le pouvoir du juge des référés</i> ».</p> <p>Le Tribunal a débouté l'assuré de sa demande de condamnation de l'assureur à lui verser une provision et a renvoyé l'affaire au fond à l'audience de plaidoiries du 14 janvier 2021.</p>	No
Tribunal de commerce de Nanterre	1 ^{er} octobre 2020	Axa France IARD	SARL AGA	Référé	Oui	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>Le Tribunal a considéré qu'il n'était pas contestable que tous les établissements du département de l'assuré ont été obligés de fermer totalement jusqu'au 15 juin 2020, de sorte que la clause d'exclusion est applicable.</p> <p>Selon le Tribunal, cette clause d'exclusion, « <i>rédigée en des termes claires et précis, ne souffre d'aucune interprétation</i> », ne vide pas la garantie des pertes d'exploitation de sa substance, dès lors que la garantie serait due « <i>lorsqu'une épidémie touche un seul restaurant, et que cette épidémie nécessite une fermeture administrative</i> ».</p> <p>Le Tribunal a rejeté les demandes de l'assuré.</p>	

Tableau synthétique de la jurisprudence française sur les pertes d'exploitation dues au COVID-19

27 novembre 2020



Tribunal	Date	Assureur	Assuré(s)	Type de procédure	Favorable à l'assureur ? Renvoi au fond ?	Clauses du contrat d'assurance en cause	Décision du tribunal	Appel ?
Tribunal de commerce d'Aix-en-Provence	28 septembre 2020	Axa France IARD	SARL J. S. G. E.	Référé	Oui	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>L'assuré a soulevé que la clause d'exclusion vidait de sa substance la garantie des pertes d'exploitation consécutives à une fermeture administrative, en violation de l'article 1170 du Code civil.</p> <p>Le Tribunal a considéré que « <i>le juge des référés n'a pas compétence pour interpréter un contrat et à fortiori pour dire si l'application d'une clause d'exclusion insérée dans un contrat d'assurance, clause parfaitement explicite et très apparente, doit être écartée car elle priverait de tout effet les garanties accordées par l'assureur, cette appréciation étant de la compétence exclusive du juge du fond</i> ».</p> <p>Le Tribunal a débouté l'assuré de sa demande de condamnation de l'assureur à lui verser une provision et a renvoyé l'affaire au fond à l'audience de plaidoiries du 14 décembre 2020.</p>	No
Tribunal de commerce de Rennes	25 septembre 2020	Axa France IARD	Racines Restaurant	Fond	Non	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>Le Tribunal a rejeté l'argument de l'assureur soutenant la garantie des pertes d'exploitation ne s'appliquerait qu'en cas d'épidémie dont l'établissement assuré est à l'origine ou si l'épidémie n'affectait que l'établissement assuré.</p> <p>Le Tribunal a considéré que « <i>l'assuré de bonne foi pouvait penser qu'il était assuré contre les épidémies dues aux maladies contagieuses circulant à proximité de son établissement, la clause d'exclusion étant rédigée de telle sorte que seul un examen attentif par un spécialiste du droit des assurances pouvait être alerté sur le fait que l'assureur n'entendait garantir que les épidémies ayant une origine interne à l'établissement, ou à tout le moins une origine externe mais circonscrite au seul établissement assuré</i> ».</p> <p>Le Tribunal a considéré que la clause d'exclusion « serait plus convaincante » si elle avait été placée immédiatement à la suite de la garantie fermeture administrative pour épidémie.</p> <p>Sur le fondement des articles 1188 et 1190 du Code civil, le Tribunal a interprété le contrat pour retenir que l'assuré est garanti « <i>contre le risque d'épidémie, à conditions que les conditions générales du contrat rendent cette garantie applicable</i> ».</p> <p>Le Tribunal a condamné l'assureur à verser à l'assuré une provision sur indemnité, tout en désignant un expert judiciaire pour évaluer les pertes d'exploitation invoquées par l'assuré.</p>	Oui

Tableau synthétique de la jurisprudence française sur les pertes d'exploitation dues au COVID-19

27 novembre 2020



Tribunal	Date	Assureur	Assuré(s)	Type de procédure	Favorable à l'assureur ? Renvoi au fond ?	Clauses du contrat d'assurance en cause	Décision du tribunal	Appel ?
Tribunal de commerce de Marseille	24 septembre 2020	Axa France IARD	L'Entrecôte Canebière	Référé	Oui	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>L'assuré a soulevé que la clause d'exclusion des pertes d'exploitation consécutives à une fermeture administrative manquait de clarté et vidait de sa substance, en violation de l'article 1170 du Code civil.</p> <p>Le Tribunal a considéré que le juge des référés ne pouvait, sans aborder le fond du litige, « <i>rechercher si cette clause permet ou non une compréhension claire par l'assuré du domaine de l'exclusion et si cette clause a ou non pour effet de vider la garantie de sa substance</i> ».</p> <p>Le Tribunal a débouté l'assuré de sa demande de condamnation de l'assureur à lui verser une provision et a renvoyé l'affaire au fond à l'audience de plaidoiries du 5 octobre 2020.</p>	No
Tribunal de commerce de Bourg-en-Bresse	21 septembre 2020	Axa France IARD	SARL ZAB	Référé	Oui	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>L'assuré a soulevé que la clause d'exclusion vidait de sa substance la garantie des pertes d'exploitation consécutives à une fermeture administrative, en violation de l'article 1170 du Code civil.</p> <p>Le Tribunal a considéré qu'il « <i>n'est pas de la compétence du juge des référés d'interpréter un contrat d'assurance en fixant le sens et la portée de la clause d'exclusion qu'il comporte</i> ».</p> <p>Le Tribunal a débouté l'assuré de sa demande de condamnation de l'assureur à lui verser une provision et a renvoyé l'affaire au fond à l'audience de plaidoiries du 20 novembre 2020.</p>	No

Tableau synthétique de la jurisprudence française sur les pertes d'exploitation dues au COVID-19

27 novembre 2020



Tribunal	Date	Assureur	Assuré(s)	Type de procédure	Favorable à l'assureur ? Renvoi au fond ?	Clauses du contrat d'assurance en cause	Décision du tribunal	Appel ?
Tribunal de commerce de Paris	17 septembre 2020	Axa France IARD	Biscotte La Table du Marché Saint-Jean Les Restaurants les Sens Mater Filia Le Korus	5 jugements au fond	Non	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>Le Tribunal a considéré que la clause d'exclusion est rédigée en caractères très apparents au sens de l'article L112-4 du Code des assurances dès lors qu'elle est en lettres majuscules se différenciant clairement du reste du texte.</p> <p>Le tribunal cite le dictionnaire <i>Larousse</i> pour indiquer qu'une épidémie a vocation à toucher d'autres établissements. L'assureur soutenant qu'une épidémie pourrait être limitée à un seul établissement démontre, selon le tribunal, que la notion d'épidémie est ambiguë ou à tout le moins « sujette à interprétation ».</p> <p>Le tribunal relève que le contrat d'adhésion dont l'assureur est le rédacteur couvre « la perte d'exploitation suite à fermeture administrative dans le cas d'une épidémie dont il est très probable par définition qu'elle ne puisse concerner qu'un seul établissement sur un même territoire ». Le Tribunal en conclut que « la clause d'exclusion de garantie, qui ne distingue pas l'épidémie des autres cas sanitaires pour lesquels la garantie est offerte (maladie contagieuse, intoxication), rend la garantie inopérante dans ce cas, qu'elle vide ainsi de son contenu la garantie accordée ».</p> <p>Les 5 jugements condamnent l'assureur à verser une provision sur indemnité aux assurés tout en désignant un expert judiciaire pour calculer les pertes d'exploitation.</p>	Oui
Tribunal de commerce de Reims	9 septembre 2020	Axa France IARD	SARL Le Lion 37	Référé	Oui	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>L'assuré a soulevé que la clause d'exclusion vidait de sa substance la garantie des pertes d'exploitation consécutives à une fermeture administrative, en violation de l'article 1170 du Code civil.</p> <p>Le Tribunal a considéré que le juge des référés était incompétent pour trancher cette question qui « <i>conviendrait de se livrer à une interprétation du contrat et de la volonté des parties à sa signature</i> ».</p> <p>Le Tribunal a débouté l'assuré de sa demande de condamnation de l'assureur à lui verser une provision.</p>	

Tableau synthétique de la jurisprudence française sur les pertes d'exploitation dues au COVID-19

27 novembre 2020



Tribunal	Date	Assureur	Assuré(s)	Type de procédure	Favorable à l'assureur ? Renvoi au fond ?	Clauses du contrat d'assurance en cause	Décision du tribunal	Appel ?
Tribunal de commerce de Bourg-en-Bresse	24 août 2020	Axa France IARD	AB Invest	Fond	Oui	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>Le Tribunal a retenu que les termes de la garantie ne sont ni contestés par l'assureur, ni contestables.</p> <p>Selon le Tribunal, la clause d'exclusion vient limiter et non supprimer la garantie du risque telle que définie au contrat. Elle respecte les termes de l'article L113-1 du Code des assurances. Un contrat n'a pas vocation à garantir tous les risques. En conséquence, la clause d'exclusion, ne contredisant pas l'obligation essentielle souscrite par le débiteur, ne vide pas la garantie de sa substance et ne crée pas un déséquilibre significatif des droits et obligations des parties. Il n'y a pas lieu à interprétation de la clause de garantie de la fermeture administrative.</p> <p>Le courtier n'a pas failli à ses obligations d'information et de conseil en ne proposant pas un contrat d'assurance qui aurait pu couvrir les conséquences du COVID-19.</p>	Oui
Tribunal de commerce de Tarascon	24 août 2020	Axa France IARD	Alpilles Events	Fond	Non	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>Le Tribunal a considéré que les deux conditions de la garantie sont remplies dès lors que la décision de fermeture a été prise par le Gouvernement soit pour limiter la propagation du virus COVID-19, soit pour faire face à l'épidémie de COVID-19.</p> <p>Selon le Tribunal, la clause d'exclusion de garantie visant la circonstance de la fermeture d'un autre établissement que celui de l'assuré dans le même département, conséquence nécessaire des mesures ordonnées en l'état de la propagation d'une maladie infectieuse comme le connaît encore à ce jour la Nation s'agissant du COVID-19, a nécessairement pour effet de vider la garantie due par l'assureur de sa substance pour le cas où le contrat garantit les pertes d'exploitation subies lorsque la fermeture est la conséquence d'une épidémie. En conséquence, la clause d'exclusion est réputée non écrite en vertu de l'article 1170 du Code civil en ce qu'elle n'est ni formelle ni limitée. L'assuré est débouté de sa demande de condamnation de l'assureur pour résistance abusive.</p>	Oui

Tableau synthétique de la jurisprudence française sur les pertes d'exploitation dues au COVID-19

27 novembre 2020



Tribunal	Date	Assureur	Assuré(s)	Type de procédure	Favorable à l'assureur ? Renvoi au fond ?	Clauses du contrat d'assurance en cause	Décision du tribunal	Appel ?
Tribunal de commerce de Toulouse	18 août 2020	Axa France IARD	M. Sarran	Fond	Oui	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>Selon le raisonnement du Tribunal, une épidémie peut concerner un seul établissement. En conséquence, la clause d'exclusion ne prive pas la garantie du contrat de sa substance mais la limite à la survenance de l'événement dans le seul établissement de l'assuré. La formulation de la clause d'exclusion est claire.</p> <p>L'assuré est débouté également de sa demande de condamnation de l'assureur pour manquement à son devoir de conseil au visa de l'article L112-2 du Code des assurances, à défaut d'apporter la preuve d'un manquement de l'assureur.</p>	Oui
Tribunal de Commerce de Rennes	12 août 2020	Groupama	Manoir du Petit Corsé	Référé	Non	<p>Le contrat stipule que l'assureur garantit le versement d'une indemnité journalière représentative du préjudice pécuniaire de l'assuré du fait de l'interruption de son activité suite à une impossibilité d'accès à ses locaux professionnels, notamment en cas d'interdiction par les autorités compétentes par suite d'événements naturels ou de catastrophe naturelle.</p> <p>Le contrat garantit également le versement d'une indemnité, lorsque l'assuré est dans l'impossibilité totale ou partielle de poursuivre son activité à la suite d'une interdiction par les autorités compétentes.</p>	<p>Le Tribunal a retenu que la garantie des pertes d'exploitation est due selon plusieurs motifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'assureur est mal fondé à soutenir que l'assuré pouvait maintenir son activité de traiteur en effectuant des ventes à emporter, car les français ne pouvaient se déplacer à plus d'1 km de leur domicile alors que l'assuré est situé en campagne ; • Aucune clause n'exclut le risque de pandémie ; • Le doute créé par la rédaction confuse de la clause d'exclusion doit être interprété en faveur du débiteur et contre l'assureur qui l'a proposé. <p>L'assureur qui n'a pas constitué d'avocat avant l'audience de plaidoirie a été condamné à verser une provision sur indemnité à l'assuré. Le Tribunal a aussi désigné un expert pour évaluer les pertes d'exploitation de l'assuré.</p>	L'assureur a indiqué interjeter appel.

Tableau synthétique de la jurisprudence française sur les pertes d'exploitation dues au COVID-19

27 novembre 2020



Tribunal	Date	Assureur	Assuré(s)	Type de procédure	Favorable à l'assureur ? Renvoi au fond ?	Clauses du contrat d'assurance en cause	Décision du tribunal	Appel ?
Tribunal de commerce de Paris	30 juillet 2020	Axa France IARD	Restaurant Mille et une Nuits	Référé	Oui	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>L'assuré a soulevé que la clause d'exclusion vidait de sa substance la garantie des pertes d'exploitation consécutives à une fermeture administrative, en violation de l'article 1170 du Code civil.</p> <p>Le Tribunal a considéré qu'une « <i>contestation sérieuse oppose les parties quant à l'obligation de garantie de la perte d'exploitation alléguée et que ce litige portant sur l'interprétation d'un contrat d'assurance relève du seul pouvoir du juge du fond et non du juge des référés</i> ».</p> <p>Le Tribunal a débouté l'assuré de sa demande de condamnation de l'assureur à lui verser une provision.</p>	
Tribunal de commerce de Marseille	23 juillet 2020	Axa France IARD	Zen Prado	Référé	Non	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>Le Tribunal statuant en référé retient que la clause d'exclusion de garantie ne souffre aucune interprétation puisqu'elle est contraire aux dispositions légales de l'article L113-1 du Code des assurances et à la jurisprudence constante qui prohibe les clauses d'exclusion de garantie qui ne sont pas formelles et limitées lorsqu'elles vident de toute substance la garantie offerte par l'assureur.</p> <p>Le Tribunal rejette les arguments de l'assureur sur la notion d'épidémie. En conséquence, le Tribunal a condamné l'assureur à verser à l'assuré une provision sur indemnité.</p>	L'assureur a indiqué interjeter appel.
Tribunal de commerce de Nanterre	17 juillet 2020	Albingia	Société Hôtelière de Paris	Référé	Non	<p>Le contrat d'assurance en cause couvre les pertes d'exploitation qui sont la conséquence directe de la fermeture temporaire de l'établissement assuré par les autorités municipales ou préfectorales suite aux événements suivants : meurtre, suicide, maladie contagieuse, épidémie, intoxication alimentaire ou empoisonnement survenus après la prise d'effet de la garantie.</p> <p>La clause d'exclusion invoquée par l'assureur exclut les pertes pécuniaires résultant des épidémies de grippe aviaire ou de toute forme virale en dérivant, de pneumonie atypique (S.R.A.S. : Syndrome respiratoire aigu sévère), de tout syndrome de type grippal dans le cadre d'une pandémie ainsi que des retraits d'autorisations administratives publiques, du fait de ces épidémies ou pandémies ainsi que du fait des risques qui y sont liés.</p>	<p>L'extension de la garantie fermeture administrative est conditionnée à la fermeture des établissements assurés. Le Tribunal a retenu que cette condition est remplie dès lors que les établissements assurés étaient fermés au public, peu important l'accueil des soignants et du personnel de l'assuré pendant l'état d'urgence.</p> <p>Par ailleurs, le Tribunal a retenu qu'aucune décision municipale ou préfectorale n'était nécessaire dès lors qu'un arrêté s'appliquait à l'échelle nationale.</p> <p>Le Tribunal a retenu qu'en des termes clairs et ne souffrant d'aucune ambiguïté, il est stipulé que la clause d'exclusion se limite aux dommages et responsabilité civile et non aux dommages nés de la perte d'exploitation.</p> <p>En conséquence, l'assureur est condamné à verser une provision sur indemnité à l'assuré et le Tribunal a désigné un expert judiciaire pour l'estimation des pertes d'exploitation de l'assuré.</p>	Oui

Tableau synthétique de la jurisprudence française sur les pertes d'exploitation dues au COVID-19

27 novembre 2020



Tribunal	Date	Assureur	Assuré(s)	Type de procédure	Favorable à l'assureur ? Renvoi au fond ?	Clauses du contrat d'assurance en cause	Décision du tribunal	Appel ?
Tribunal de commerce de Bordeaux	23 juin 2020	Axa France IARD	Chez Aldo	Référé	Oui	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>Le Tribunal statuant en référé a retenu qu'il est compétent et qu'une éventuelle interprétation du contrat d'assurance ne saurait y faire obstacle.</p> <p>Concernant l'application de la clause d'exclusion, le Tribunal a considéré qu'il en résultait une contradiction de lecture et donc d'analyse des parties, qu'il ne ressort pas de son office de trancher. Le Tribunal a rejeté la demande d'indemnisation de l'assuré mais a désigné un expert judiciaire pour évaluer les pertes d'exploitation de l'assuré.</p>	
Tribunal de commerce d'Annecy	18 juin 2020	Assurances du Crédit mutuel	Les Adrets	Référé	Oui	<p>La police garantit les pertes pécuniaires que l'assuré peut subir du fait de l'interruption ou de la réduction de son activité résultant :</p> <ul style="list-style-type: none"> D'une impossibilité ou d'une difficulté d'accès aux locaux professionnels de l'assuré et / ou d'une impossibilité ou d'une difficulté pour les exploiter consécutive à un événement accidentel. D'une mesure d'interdiction d'accès émanant des autorités administratives ou judiciaires, prises à la suite d'un événement extérieur à l'activité de l'assuré et à ses locaux. <p>Le contrat exclut les dommages causés par les insectes, rongeurs, champignons, moisissures et autres parasites, ainsi que par les micro-organismes.</p>	<p>L'assureur a soutenu que les arrêtés invoqués interdisent l'accueil du public mais en aucun cas l'accès général des locaux à toutes personnes et notamment aux employés de l'assuré.</p> <p>L'assuré a soutenu que la COVID-19 n'est pas un micro-organisme et que la cause directe du dommage n'est pas la survenance de la COVID-19 mais la décision de fermeture administrative.</p> <p>Le Tribunal en a déduit qu'il existe une contestation sérieuse à l'application de la garantie que le juge des référés n'a pas le pouvoir de trancher.</p> <p>La demande d'indemnisation de l'assuré a été rejetée.</p>	Oui
Tribunal de commerce de Lyon	10 Juin 2020	Axa France IARD	Bacchus	Référé	Oui	Clause d'exclusion « même cause, même département ».	<p>Le Tribunal a distingué les notions d'épidémie et de pandémie : une épidémie est le développement et la propagation rapides d'une maladie contagieuse, le plus souvent d'origine infectieuse, avec l'apparition d'une maladie endémique dans une population où la maladie était absente. La pandémie est une épidémie étendue à toute la population d'un continent, voire au monde entier.</p> <p>Le Tribunal a considéré que l'utilisation du terme épidémie inclut celui de pandémie quel que soit le qualificatif donné à la situation sanitaire actuelle, le contrat utilisant le terme d'épidémie, les deux termes sont inclus et couverts par le contrat.</p> <p>En ce qui concerne la prétention de l'assuré que la clause d'exclusion prive le contrat d'assurance de sa substance, le Tribunal a relevé que si une fermeture administrative circonscrite à un seul établissement n'est pas totalement inconcevable en début ou en fin d'épidémie lorsque des regroupements de cas, dits <i>clusters</i>, naissent, il est patent que la clause d'exclusion est très large d'application et atteint de manière importante le but même de la garantie.</p> <p>Le Tribunal a cependant conclu que l'exclusion n'étant pas totale et illimitée, il convient d'analyser si l'essentiel de l'obligation a été retiré. Ce pouvoir n'appartenant pas au juge des référés mais au juge du fond, le Tribunal a rejeté la demande de l'assuré et Foyé cette affaire à une audience au fond.</p>	

Tableau synthétique de la jurisprudence française sur les pertes d'exploitation dues au COVID-19

27 novembre 2020



Tribunal	Date	Assureur	Assuré(s)	Type de procédure	Favorable à l'assureur ? Renvoi au fond ?	Clauses du contrat d'assurance en cause	Décision du tribunal	Appel ?
Tribunal de commerce de Paris	22 Mai 2020	Axa France IARD	Maison Rostang (Manigold)	Référé	Non	N/A	<p>Le Tribunal a rejeté tous les arguments de l'assureur. Il a retenu que l'assureur ne se fonde sur aucune disposition légale d'ordre public mentionnant le caractère inassurable d'une conséquence d'une pandémie, il incombait donc à l'assureur d'exclure conventionnellement ce risque. Or ce risque pandémique n'est pas exclu du contrat signé entre les parties.</p> <p>Le Tribunal a aussi considéré qu'aucune clause n'impose que l'application de la garantie fermeture administrative doit avoir pour fait générateur la réalisation préalable d'un événement garanti au titre de la perte d'exploitation. « <i>Cette affirmation n'est étayée par aucune référence contractuelle</i> ». En conséquence, l'assureur a été condamné à verser une provision sur indemnité à l'assuré et un expert judiciaire a été désigné pour évaluer ses pertes d'exploitation.</p>	L'assureur a interjeté appel, ensuite un accord amiable est intervenu entre les parties.

Summary chart of French courts' decision on COVID-19 related BI claims

27 November 2020



Court	Date	Insurer involved	Insured(s)	Type of procedure	Favourable to the insurer or referred on the merits?	Clauses of the policy at cause	Outcome	Appeal
La Roche-sur-Yon Commercial Court	23 November 2020	Axa France IARD	Chill out	Summary procedure	Yes	<p>The policy stipulates that the cover is extended to operating losses resulting from the total or partial temporary closure of the insured establishment, provided that the following two conditions are fulfilled:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The closure decision has been taken by a competent administrative authority, external to the insured person. 2. The closure decision has to be the consequence of a contagious disease, murder, suicide, epidemic or intoxication. <p>The policy excludes operating losses when, on the date of the closure decision, at least one other establishment - in the same departmental territory as that of the insured establishment - regardless of its nature and activity, is subject to administrative closure for the same reason (the "Same cause, same area exclusion clause").</p>	<p>The Court declined jurisdiction over the dispute after noting "<i>that it is not within the jurisdiction of the Judge in summary proceedings to rule on the exclusion clause since it does not interpret the disputed contract, unless it is considered that the latter is unequivocal, which is not in the case at hand</i>".</p> <p>The Court declared the insured's claim inadmissible.</p>	
Paris Commercial Court	18 November 2020	Axa France IARD	SAS L'innocence	Summary procedure	Yes	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The Court rejected the application of the guarantee because it would imply that "the concepts of administrative closure and ban on receiving the public are identical notwithstanding Decree" n° 2020-548 of 11 May 2020, which allows prefects to order the "administrative closure" of establishments that do not comply with the ban on receiving the public laid down by the 14 March 2020 order.</p> <p>The Court considers that such an interpretation is beyond the powers of the judge in summary proceedings.</p> <p>It also specifies that the benefit of a loan guaranteed by the French State does not demonstrate the urgency required to refer the matter to the judge in summary proceedings pursuant to Article 872 of the Code of Civil Procedure.</p> <p>Under these conditions, and without being necessary to examine the exclusion clause, the Court declined jurisdiction over the dispute.</p>	
Toulon Commercial Court	12 November 2020	Axa France IARD	SARL Alexiane	On the merits	Yes	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The Court held that the closure of the insured's restaurant met the conditions of the operating losses coverage of the contract.</p> <p>With respect to the exclusion clause, the Court considered that its application reflected "<i>the [insurer's] intent to control and dramatically limit</i>" its commitment in the event of an administrative closure of the sole insured's establishment, and this at the departmental level.</p> <p>Thus, the Court held that the exclusion clause did not deprive the operating losses coverage of its substance since this coverage could apply in the event of an administrative closure imposed on exclusively the insured's establishment.</p> <p>The Court rejected the insured's claims.</p>	

Summary chart of French courts' decision on COVID-19 related BI claims

27 November 2020



Court	Date	Insurer involved	Insured(s)	Type of procedure	Favourable to the insurer or referred on the merits?	Clauses of the policy at cause	Outcome	Appeal
Lyon Commercial Court	4 November 2020	Axa France IARD	Société Le Bacchus SARL	On the merits	Yes	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The Court considered the closure of a single establishment due to an epidemic within a department "<i>plausible</i>" and that the exclusion clause "<i>finds meaning in the fact that [the insurer] excludes from its coverage the case of administrative closures due to epidemics exceeding the insured establishment</i>". The Court thus held that the said clause was limited in nature and did not emptied the main coverage of its substance.</p> <p>According to the Court, the exclusion clause clearly expressed the exclusion of the risk "<i>when at least one other establishment in the department [was] also closed for the same reason; furthermore, the word 'epidemic' [did] not appear in the clause,</i>" so that the formal character of the clause was established.</p> <p>The Court thus rejected the insured's claims.</p>	
Evry Commercial Court	28 October 2020	Axa France IARD	SAS Hôtel du Golf d'Etiolles	On the merits	No	<p>The contract provides that "<i>are covered the reduction in turnover and additional operating expenses that are the direct consequence of material damage caused by the covered events.</i>"</p> <p>It specifies: "<i>coverage is <u>extended</u> to administrative closure imposed by police or health or safety services.</i>"</p>	<p>The Court considered that the coverage of losses resulting from an administrative closure is an "<i>extension</i>" which is not subject to the existence of a material damage.</p> <p>After admitting that the order of 14 March 2020 did "<i>fall within the category of administrative closures ordered for health and safety reasons,</i>" the Court specified that this measure did not affect the insured hotel activity, but its meeting rooms activity.</p> <p>As a result, the Court ordered the insurer to compensate the operating losses suffered by the insured in respect of its "<i>meeting rooms</i>" activity.</p>	
Nice Commercial Court	27 October 2020	Axa France IARD	SARL Nice Opéra	3 summary procedures	Yes	<p>The contract provides that the insurer covers operating losses related to temporary interruption or reduction of the insured's professional activity, resulting directly from the impossibility or difficulty of access to its professional premises, especially in the event of prohibition by the competent authorities.</p> <p>The enforceability of this coverage is subject to the occurrence of a restrictive list of events, including "<i>Fire, explosion, miscellaneous risks.</i>"</p>	<p>After noting that the occurrence of an "<i>epidemic</i>" did not appear either in the list of events covered under the operating losses clause or in the list of "<i>miscellaneous risks</i>" of the policy, the Court considered that "<i>obviously, the epidemic risk is not covered by the policy, as well as its consequences in terms of operating losses</i>".</p> <p>The Court thus rejected the insureds' claims.</p>	

Summary chart of French courts' decision on COVID-19 related BI claims

27 November 2020



Court	Date	Insurer involved	Insured(s)	Type of procedure	Favourable to the insurer or referred on the merits?	Clauses of the policy at cause	Outcome	Appeal
Anancy Commercial Court	20 October 2020	Crédit Mutuel	Les Adrets	On the merits	No	<p>The contract provides that the insurer covers financial losses suffered as a result of the interruption or reduction of the insured's activity resulting from [...] a measure prohibiting access from administrative or judicial authorities, adopted following an event outside the insured's activity and the premises in which it operates [...].</p> <p>The contract excludes damages caused by insects, rodents, fungi, moulds and other parasites, as well as microorganisms.</p>	<p>The Court rejected the insurer's argument according to which the prohibition of access was not "<i>total</i>" as long as the staff and management of the insured establishment had access to the premises. It considered that the prohibition to receive the public is equivalent to a "<i>total prohibition of access</i>."</p> <p>The Court thus held that the coverage was due for the "<i>eat-in</i>" catering activity, but was not for the "<i>take-away</i>" catering activity, which could be maintained by the insured.</p> <p>The Court held that the definitions provided by "<i>usual dictionaries of the French language</i>," which are the only ones that can be enforced against the insured, the Covid-19 virus falls within the microorganism category, which was contested by the insured.</p> <p>Furthermore, it considered that the exclusion clause did not specify whether the loss was to be caused "<i>directly</i>" and/or "<i>indirectly</i>" by a microorganism, unlike other exclusion clauses of the policy. Consequently, on the basis of Article 1190 of the Civil Code, the Court considered that the exclusion clause could only be applied to "<i>damages caused directly</i>" by a microorganism, which is not the case in the present matter in which the prohibition of access resulted from a "<i>long chain of causation during which many other causes occurred (saturation of the health system, decisions of administrative authorities)</i>."</p> <p>As a consequence, the Court rejected the application of the exclusion clause.</p> <p>The Court ordered the insurer to cover the insured's operating losses suffered for its "<i>eat-in</i>" catering activity.</p>	

Summary chart of French courts' decision on COVID-19 related BI claims

27 November 2020



Court	Date	Insurer involved	Insured(s)	Type of procedure	Favourable to the insurer or referred on the merits?	Clauses of the policy at cause	Outcome	Appeal
Marseille Commercial Court	15 October 2020	Axa France IARD	Société Z SARL (L'Entrecôte du Port)	On the merits	No	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The Court considered that the prohibition to receive the public must be assimilated to an administrative closure, since the policy does not provide any definition of "administrative closure."</p> <p>According to the Court, in order to understand the scope of the exclusion clause, which refers to the notions of "administrative closure measure for same cause," it is necessary to refer to the business interruption cover's conditions, which refer to: "consequence of a contagious disease, murder, suicide, epidemic or intoxication."</p> <p>Consequently, the Court held that the mere reading of the exclusion clause could not allow the insured to be aware of the scope of the exclusion clause.</p> <p>The Court noted that the policy did not contain a definition of the notion "epidemic," with the result that the exclusion clause, which was neither formal nor limited within the meaning of Article L113-1 of the French Insurance Code, was subject to interpretation. In addition, the Court rejected the application of the exclusion clause on the basis that the insurer did not prove its conditions were met.</p> <p>The Court ordered the insurer to pay an advance on the insurance indemnity.</p>	
Marseille Commercial Court	13 October 2020	Axa France IARD	Sociétés X	2 summary procedures	No	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The Court considered that since the insurer invoked a serious challenge based on an interpretation of the exclusion clause, it "brought [the said clause] (subject to interpretation) within the scope of article L113-1 of the Insurance Code".</p> <p>It recalled that an exclusion clause cannot be formal and limited if it must be construed.</p> <p>The Court ordered the insurer to pay an advance on the insurance indemnity.</p>	

Summary chart of French courts' decision on COVID-19 related BI claims

27 November 2020



Court	Date	Insurer involved	Insured(s)	Type of procedure	Favourable to the insurer or referred on the merits?	Clauses of the policy at cause	Outcome	Appeal
Bordeaux Commercial Court	12 October 2020	Axa France IARD	SAS Sobargest	On the merits	Yes	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The Court rejected the insured's argument that the absence of a definition of the notions "epidemic" and "establishment" renders the exclusion clause ambiguous such as to violate Article L113-1 of the Insurance Code.</p> <p>Pursuant to the Court, "contrary to the assertions of the insured, the population of an establishment may suffer of an epidemic," thus the exclusion clause did not require any construction and did not deprive the cover of its substance.</p> <p>The Court held that "it was not because of an epidemic in the establishment that the restaurant was closed, no case of COVID was identified at the time of its administrative closure [...] the disputed policy covers cases of epidemics occurring within the restaurant and not outside it."</p> <p>The court rejected the insured's requests.</p>	
Vienne Commercial Court	8 October 2020	Axa France IARD	Courlieu (Brasserie La Paix)	Summary procedure	Yes	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The insured argued that the exclusion clause deprives the business interruption coverage – resulting from an administrative closure – of its substance, in violation of article 1170 of the Civil Code.</p> <p>The Court considered that "<i>the present dispute requires the interpretation of a contractual clause, which is beyond the jurisdiction of the summary proceedings.</i>"</p> <p>The Court rejected the insured's request to order the insurer to pay an advance on the indemnity and referred the matter to the court on the merits in view of the hearing set on 14 January 2021.</p>	No
Nanterre Commercial court	1 st October 2020	Axa France IARD	SARL AGA	Summary procedure	Yes	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The Court held it was not disputable that all establishments in the same department were forced to close until 15 June 2020, evidencing that the exclusion clause is applicable.</p> <p>According to the Court, this exclusion clause, "drafted in unambiguous and precise terms, is not open to any interpretation," does not deprive the business interruption cover of its substance, since this cover would be due "<i>when an epidemic affects only one restaurant, and that epidemic requires an administrative closure.</i>"</p> <p>The Court rejected the insured's claims.</p>	

Summary chart of French courts' decision on COVID-19 related BI claims

27 November 2020



Court	Date	Insurer involved	Insured(s)	Type of procedure	Favourable to the insurer or referred on the merits?	Clauses of the policy at cause	Outcome	Appeal
Aix-en-Provence Commercial court	28 September 2020	Axa France IARD	SARL J. S. G. E.	Summary procedure	Yes	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The insured argued that the exclusion clause deprives the business interruption coverage – resulting from an administrative closure – of its substance, in violation of article 1170 of the Civil Code.</p> <p>The Court considered that the "<i>Court ruling in a summary proceedings does not have jurisdiction to construe a contract, and a fortiori to determine whether the application of an exclusion clause inserted in a policy, a clause that is perfectly explicit and very apparent, should be set aside because it would render the guarantees granted by the insurer ineffective, this assessment being the exclusive jurisdiction of the Court on the merits.</i>"</p> <p>The Court rejected the insured's request to order the insurer to pay an advance on the indemnity and referred the matter to the Court on the merits in view of the hearing set on on 14 December 2020.</p>	No
Rennes Commercial Court	25 September 2020	Axa France IARD	Racines Restaurant	On the merits	No	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The Court rejected the insurer's defence that the business interruption cover would only apply in the event of an epidemic arising from the insured facility or if the epidemic affected only the insured establishment.</p> <p>The Court considered that "<i>the insured in good faith could have thought that he was insured against epidemics due to contagious diseases circulating in the vicinity of his establishment, the exclusion clause being drafted in such a way that only a careful examination by a specialist in insurance law could be alerted to the fact that the insurer intended to cover only epidemics having an internal origin from the establishment, or at least an external origin but restricted to the insured establishment only.</i>"</p> <p>The Court considered that the exclusion clause "would have been more convincing" if it was immediately located following the cover of administrative closures due to epidemics.</p> <p>Pursuant to articles 1188 and 1190 of the Civil Code, the Court construed the policy as covering the insured "<i>against the risk of epidemic, provided that the general terms and conditions of the policy make such coverage applicable.</i>"</p> <p>The insurer was ordered to pay an advance indemnity to the insured. The Court also appointed an expert to assess the insured's business interruption losses.</p>	Yes

Summary chart of French courts' decision on COVID-19 related BI claims

27 November 2020



Court	Date	Insurer involved	Insured(s)	Type of procedure	Favourable to the insurer or referred on the merits?	Clauses of the policy at cause	Outcome	Appeal
Marseille Commercial Court	24 September 2020	Axa France IARD	L'Entrecôte Canebière	Summary procedure	Yes	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The insured argued that the exclusion clause of operating losses resulting from an administrative closure is unclear and deprives the coverage of business interruption of its substance, in violation of Article 1170 of the Civil Code.</p> <p>The Court considered that in a summary proceedings the Court could not, without addressing the merits of the case, "<i>examine whether this clause allows the insured to clearly understand the exclusion and whether this clause deprives the coverage of its substance.</i>"</p> <p>The Court rejected the insured's request to order the insurer to pay an advance on the indemnity and referred the matter to the Court on the merits in view of the hearing set on 5 October 2020.</p>	No
Bourg-en-Bresse Commercial Court	21 September 2020	Axa France IARD	SARL ZAB	Summary procedure	Yes	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The insured argued that the exclusion clause deprives the business interruption coverage – resulting from an administrative closure – of its substance, in violation of article 1170 of the Civil Code.</p> <p>The Court considered that "<i>it is not within the jurisdiction of the Court in a summary proceedings to construe a policy by determining the meaning and scope of the exclusion clause.</i>"</p> <p>The Court rejected the insured's request to order the insurer to pay him a provision and referred the matter to the Court on the merits in view of the hearing set on 20 November 2020.</p>	No

Summary chart of French courts' decision on COVID-19 related BI claims

27 November 2020



Court	Date	Insurer involved	Insured(s)	Type of procedure	Favourable to the insurer or referred on the merits?	Clauses of the policy at cause	Outcome	Appeal
Paris Commercial Court	17 September 2020	Axa France IARD	Biscotte La Table du Marché Saint-Jean Les Restaurants les Sens Mater Filia Le Korus	5 judgments on the merits	No	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The Court considered that the exclusion clause was drafted in very distinctive characters within the meaning of Article L112-4 of the French Insurance Code as long as it was in capital letters that were clearly distinguishable from the rest of the text.</p> <p>The Court cited the Larousse dictionary to indicate that an epidemic is likely to affect other establishments. The insurer's argument that an epidemic could be limited to a single establishment demonstrates, according to the Court, that the notion of epidemic is ambiguous or at least "subject to interpretation."</p> <p>The Court noted that the standard policy drafted by the insurer covers business interruption losses "following administrative closure in the case of an epidemic which, by definition, is very likely to affect more than one establishment in the same territory." The Court concludes that "the exclusion clause, which does not distinguish the epidemic from other health cases for which the cover is due (contagious disease, intoxication), renders the cover inoperative in this case, depriving the said cover of its content".</p> <p>The 5 judgements on the merits ordered the insurer to pay an advance indemnity to the insureds and the Court appointed an expert to calculate the insureds business interruption losses.</p>	Yes
Reims Commercial Court	9 September 2020	Axa France IARD	SARL Le Lion 37	Summary procedure	Yes	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The insured argued that the exclusion clause deprives the business interruption coverage – resulting from an administrative closure – of its substance, in violation of article 1170 of the Civil Code.</p> <p>The Court considered that the Court in a summary proceedings had no jurisdiction to rule on this matter, which "would require to construe the contract and the intent of the parties when it was signed."</p> <p>The Court dismissed the insured's request to order the insurer to pay him a provision.</p>	No

Summary chart of French courts' decision on COVID-19 related BI claims

27 November 2020



Court	Date	Insurer involved	Insured(s)	Type of procedure	Favourable to the insurer or referred on the merits?	Clauses of the policy at cause	Outcome	Appeal
Bourg-en-Bresse Commercial court	24 August 2020	Axa France IARD	AB Invest	On the merits	Yes	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The Court held that the terms of the guarantee are neither contested by the insurer nor disputed.</p> <p>The Court considered that the exclusion clause restricts and does not suppress the policy's coverage. Thus, it complies with the terms of Article L113-1 of the French Insurance Code.</p> <p>According to the Court, a policy is not intended to cover all risks. Consequently, the exclusion clause, which does not undermine the essential obligation of the insurer, does not deprive the cover of its substance and does not create a significant imbalance in the rights and obligations of the parties. Therefore, there is no reason to interpret the administrative closure's clause.</p> <p>On the other hand, the Court also held that the broker did not fail in its obligations to provide information and advice by not offering to the insured a policy that could have covered the consequences of the COVID-19 crisis. The Court rejected the insured's claims.</p>	Yes
Tarascon Commercial court	24 August 2020	Axa France IARD	Alpilles Events	On the merits	No	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The two conditions of the administrative closure's cover are fulfilled as soon as the closure decision was adopted by the Government either to limit the spread of the COVID-19 virus or to respond to the COVID-19 epidemic.</p> <p>The exclusion clause necessarily deprives the cover of its substance in the event that the policy covers operating losses incurred when the closure is the consequence of an epidemic. Consequently, the exclusion clause is void pursuant to Article 1170 of the French Civil Code since it is neither formal nor limited. If the insured obtained a compensation under the policy's terms, his request to have the insurer condemned for unjustified resistance was rejected.</p>	Yes

Summary chart of French courts' decision on COVID-19 related BI claims

27 November 2020



Court	Date	Insurer involved	Insured(s)	Type of procedure	Favourable to the insurer or referred on the merits?	Clauses of the policy at cause	Outcome	Appeal
Toulouse Commercial court	18 August 2020	Axa France IARD	Mr Sarran	On the merits	Yes	Same cause, same area exclusion clause.	<p>Pursuant to the Court's reasoning, an epidemic can affect a single establishment, consequently the exclusion clause does not deprive the policy's cover of its substance but only restricts the application of the policy to the occurrence of an epidemic in the sole establishment of the insured. Thus, the Court held that the wording of the exclusion clause is clear and enforceable against the insured.</p> <p>The Court also rejected the insured's claim supporting that the insurer would have failed to comply with its duty to provide advice under Article L112-2 of the French Insurance Code. The Court considered that the insured did not bring any substantial evidence in support of this claim.</p>	Yes
Rennes Commercial court	12 August 2020	Groupama	Manoir du Petit Corsé	Summary procedure	No	<p>The policy provides that the insurer covers the payment of a daily indemnity representing the insured's financial loss due to the interruption of his business as a result of the impossibility of access to his business premises, in particular in the event of prohibition by the competent authorities following natural events or disasters.</p> <p>The contract also guarantees the payment of an indemnity when the insured is totally or partially unable to continue his activity following a prohibition adopted by the competent authorities.</p>	<p>The Court held that the cover of operating losses is due pursuant to several arguments:</p> <ul style="list-style-type: none"> • The insurer could not argue that the insured could maintain his catering business by carrying out take-away sales, as people in France could not travel more than 1 km from their homes when the insured is located in the countryside, • No clause excludes the pandemic risk, • The doubt caused by the ambiguous wording of the exclusion clause must be interpreted in favour of the insured and against the insurer who provided it. <p>The insurer who did not appoint a lawyer before the hearing was ordered to pay an advance indemnity to the insured. The Court also appointed an expert to assess the insured's business interruption losses.</p>	

Summary chart of French courts' decision on COVID-19 related BI claims

27 November 2020



Court	Date	Insurer involved	Insured(s)	Type of procedure	Favourable to the insurer or referred on the merits?	Clauses of the policy at cause	Outcome	Appeal
Paris Commercial Court	30 July 2020	Axa France IARD	Restaurant Mille et une Nuits	Summary procedure	Yes	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The insured argued that the exclusion clause deprives the business interruption coverage – resulting from an administrative closure – of its substance, in violation of article 1170 of the Civil Code.</p> <p>The Court considered that there was a "serious dispute between the parties as to the obligation to cover the alleged operating loss and that this dispute concerning the interpretation of a policy is within the sole jurisdiction of the Court on the merits and not of the Court in a summary proceedings."</p> <p>The Court rejected the insured's request to order the insurer to pay an advance on the indemnity.</p>	No
Marseille Commercial court	23 July 2020	Axa France IARD	Zen Prado	Summary procedure	No	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The Court, ruling in summary proceedings, held that the exclusion clause is clearly not subject to any interpretation since it is contrary to the provisions of Article L113-1 of the French Insurance Code. The exclusion clause is also in violation of the French case law, which prohibits exclusion clauses that are not formal and limited by depriving the cover offered by the insurer of its substance.</p> <p>The Court rejected the insurer's arguments on the notion of epidemic. Consequently, the Court ordered the insurer to pay the insured an advance on indemnity.</p>	The insurer expressed its intent to appeal.
Nanterre Commercial court	17 July 2020	Albingia	Société Hôtelière de Paris and others	Summary procedure	No	<p>The policy in question covers operating losses which are the direct consequence of the temporary closure of the insured establishment by the municipal or prefectural authorities resulting from the following events: murder, suicide, contagious disease, epidemic, food intoxication or poisoning occurring after the cover inception.</p> <p>The exclusion clause invoked by the insurer reads as follows: financial losses resulting from epidemics of avian flu or any viral form derived from it, atypical pneumonia (S.R.A.S.: Severe Acute Respiratory Syndrome), any flu-like syndrome in the context of a pandemic as well as withdrawals of public administrative authorisations due to these epidemics or pandemics and the risks associated with them.</p>	<p>The administrative closure extension is conditional on the closure of the insured establishments. The Court held that this condition is met if the insured establishments are closed to the public, even if during the closure the insured establishments hosted caretakers and its own staff. Furthermore, the Court held that no municipal or prefectural decision was necessary if an order applied at the national level.</p> <p>The Court held that the policy stipulates, in clear and unambiguous terms, that the exclusion clause is limited to damages and civil liability and not to damages arising from the loss of business.</p> <p>Consequently, the insurer is ordered to pay an advance on indemnity to the insured and the Court appointed an expert to estimate the insured's business interruption losses.</p>	Yes

Summary chart of French courts' decision on COVID-19 related BI claims

27 November 2020



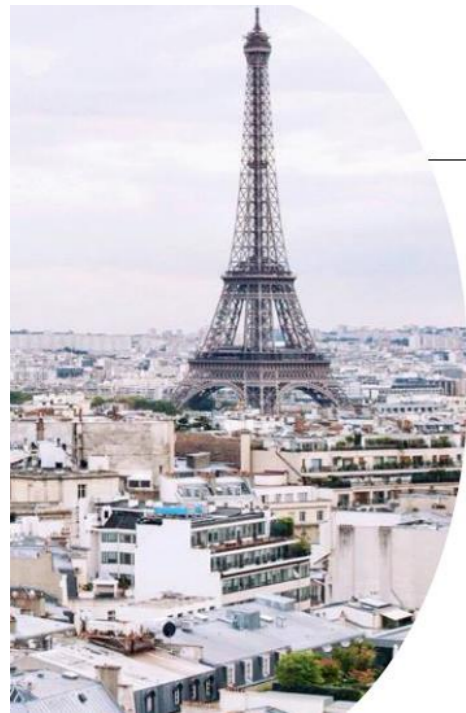
Court	Date	Insurer involved	Insured(s)	Type of procedure	Favourable to the insurer or referred on the merits?	Clauses of the policy at cause	Outcome	Appeal
Bordeaux Commercial court	23 June 2020	Axa France IARD	Chez Aldo	Summary	Yes	The policy excludes operating losses when, on the date of the closure decision, at least one other establishment - in the same departmental territory as that of the insured establishment - regardless of its nature and activity, is subject to administrative closure for the same reason.	<p>The Court, ruling in a summary proceeding, held that it has jurisdiction and that a potential interpretation of the policy could not preclude its jurisdiction.</p> <p>In respect of the exclusion clause, the Court held that the parties have different understandings showing a contradiction in the interpretation of the exclusion clause. Thus, the Court held that it has no jurisdiction to take a decision on this dispute. In consequence, the Court rejected the insured's claim for compensation but appointed an expert to assess the insured's operating losses.</p>	
Anney Commercial court	18 June 2020	Assurances du Crédit mutual	Les Adrets	Summary procedure	Yes	<p>The policy covers the financial losses that the insured may suffer as a result of the interruption or reduction of his activity resulting from:</p> <ul style="list-style-type: none"> An impossibility or difficulty in accessing the insured's business premises and/or an impossibility or difficulty in operating them as a result of an accidental event. A measure adopted by the administrative or judicial authorities, following an event outside the insured's activity and premises, and prohibiting access to the premises. <p>The policy excludes: damage caused by insects, rodents, fungus, mould and other parasites, as well as by micro-organisms.</p>	<p>The insurer argued that the French orders at issue prohibited to receive the public, but in no way generally prohibited the access to the premises to all persons, including employees.</p> <p>The insured argued that the COVID-19 virus is not a micro-organism and the direct cause of his losses is not the occurrence of the COVID-19 itself but the administrative closure decision.</p> <p>The Court inferred from the above that there was a serious challenge to the application of the cover which the judge in summary proceedings did not have the power to resolve.</p> <p>The insured's claim for compensation was rejected.</p>	Yes
Lyon Commercial court	10 June 2020	Axa France IARD	Bacchus	Summary	Yes	Same cause, same area exclusion clause.	<p>The Court made the following distinction between the notions of epidemic and pandemic: an epidemic is the rapid development and spread of a contagious disease, usually of infectious origin, with the appearance of an endemic disease in a population where the disease was absent. A pandemic is an epidemic spread to the entire population of a continent or even the entire world.</p> <p>The Court considered that the use of the term epidemic includes the pandemic notion. Regardless the qualification of the current health situation, the policy uses the term epidemic, thus both terms are included and covered by the policy.</p> <p>With regard to the insured's claim that the exclusion clause deprives the policy of its substance, the Court noted that while an administrative closure restricted to a single establishment is not totally inconceivable at the beginning or end of an epidemic when clusters arise, it is clear that the exclusion clause is very broad and significantly affects the purpose of the cover at cause.</p> <p>The Court concluded that, however, since the exclusion is not total and unlimited, it is necessary to analyse whether the essence of the obligation was affected. The Court considered that this power does not belong to the judge in summary proceedings but to the judge on the merits. Consequently, the Court rejected the insured's claim and referred the dispute to a hearing on the merits.</p>	

Summary chart of French courts' decision on COVID-19 related BI claims

27 November 2020



Court	Date	Insurer involved	Insured(s)	Type of procedure	Favourable to the insurer or referred on the merits?	Clauses of the policy at cause	Outcome	Appeal
Paris Commercial court	22 May 2020	Axa France IARD	Maison Rostang (Manigold)	Summary	No	N/A	<p>The Court rejected all of the insurer's arguments. It held that the insurer did not rely on any legal provision providing the uninsurable nature of a pandemic, so it was incumbent on the insurer to exclude this risk under the policy's terms. However, no clause of the policy excludes this pandemic risk.</p> <p>The Court also held that, contrary to the insurer's argument there is no clause requiring that the application of the administrative closure cover must be triggered by the prior occurrence of an event covered by the business interruption cover. "This assertion is not supported by any contractual reference." As a result, the insurer is ordered to pay an advance on indemnity to the insured and an expert was appointed to assess the insured's operating losses.</p>	The insurer filed an appeal, after which an amicable settlement was reached between the parties.



QUESTIONS ?



Romain Dupeyré, Associé

T +33 (0)1 40 69 26 55
M +33 (0)7 61 82 20 13
R.Dupeyre@dwf.law



Souleymane Simpara, Avocat

T +33 (0)1 40 69 26 96
S.Simpara@dwf.law

